

Laval

Une centaine d'[agents de la direction de la Solidarité du conseil départemental](#) de la Mayenne ont manifesté ce mardi 1er juin 2021 devant le conseil départemental à Laval, à la [suite du dépôt d'un préavis de grève par la CFDT](#). Ils réclament des moyens humains supplémentaires pour assurer leurs missions.

Des postes créés après une première manifestation

[En décembre 2020, ils avaient déjà manifesté](#). Quinze postes supplémentaires ont été créés et une mission d'appui à l'optimisation du fonctionnement interne a été engagée. Mais pour Véronique Lesiourd, secrétaire de la section CFDT conseil départemental, ce n'est pas adapté : « **Sur les 15 postes actés, 5 sont des postes d'agents volants sur le terrain et ce n'est pas suffisant. On ne peut pas rester en apnée comme ça. Cela fait trois ans qu'il y a des difficultés et qu'on le fait remonter.** »

Elle donne un chiffre révélateur de la situation. En 2009, nous avons 631 informations préoccupantes, par exemple. En 2014, nous sommes passés à 1 499. Aujourd'hui, nous n'avons pas le nombre mais il n'a pas dû baisser.



À quelques jours du scrutin, des candidats aux élections départementales en Mayenne ont pris part à la manifestation des agents de la solidarité. | OUEST-FRANCE

Aujourd'hui, ces agents réclament « **plus de moyens humains. Nous avons deux revendications : la première était une simplification des process, celle-ci a été entendue et est enclenchée. La deuxième, celle des moyens humains sur le terrain, n'a pas été assez respectée.** »

« C'est plus difficile de dormir »

Pour les agents, la situation est de plus en plus lourde mentalement. « **C'est plus difficile de dormir, on a toutes les situations en tête. On finit par oublier des choses, on ne peut plus faire notre travail correctement** », se désolent deux assistantes sociales qui ont préféré garder l'anonymat.

Pascale et Marie, deux assistantes familiales, sont venues en soutien car « **nous sommes une équipe. Nous subissons les conséquences du manque de moyens chez nos collègues référents éducatifs, psychologues,... tous les professionnels qui travaillent autour du projet pour l'enfant. Tout le monde souffre, ça ruisselle et tout au bout ce sont les enfants qui en pâtissent.** »



Pascale et Marie, assistantes familiales, sont venues soutenir leurs collègues. | OUEST FRANCE

Pas d'engagements en période électorale

Olivier Richefou, président du Conseil départemental a proposé qu'une délégation vienne échanger avec lui. Les manifestants ont demandé qu'il les rejoigne. Nous attendons depuis trop longtemps. Aujourd'hui, c'est ici et maintenant, scandent les agents.

Dans un courrier adressé aux agents il y a peu, Olivier Richefou précisait qu'en « **cette période préélectorale, l'exécutif départemental ne peut prendre des**

engagements dont la mise en œuvre se déploierait nécessairement après les élections. Ce temps démocratique essentiel au bon fonctionnement de nos institutions doit être respecté. »

On l'entend mais nous sommes surpris qu'il puisse, dans ce cas, annoncer un engagement financier pour un autre projet, indique Véronique Lesiourd, en parlant [du V and B Monbana Mayenne](#), dévoilé lundi soir, à l'hôtel du département, en présence de Maxime Sorel.

« Honteux »

Elisabeth Doineau, sénatrice et conseillère, au conseil départemental, qui [s'est désolidarisée de la majorité sortante](#) estime que c'est hallucinant, honteux et scandaleux. Je suis très remontée. C'est inacceptable de dire aux agents qu'on ne peut rien faire pour eux maintenant, alors que nous avons un budget supplémentaire hier en session. Et d'annoncer derrière, que le conseil double la mise pour soutenir Maxime Sorel, alors que cela n'a même pas été évoqué en commission permanente.

Le Département a communiqué dans l'après-midi, regrettant que la manifestation se soit transformée en meeting politique. Il s'est dit à l'écoute des agents et conscient de la difficulté de leurs missions.